SEANCE ORDINAIRE DU 15 NOVEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept le quinze novembre à vingt heures trente, le conseil municipal de la commune de Juillan, dûment convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Fabrice SAYOUS, Maire.

Etaient présents : M. F. SAYOUS, Maire,
M. VILLACRES, Mme LANUSSE, M. CASTETS, Mme LAFFONT, M. VIGNES,
MM. ANSO, CISTAC, Mmes GONZALEZ-GOMEZ, HARAMBAT, MM. FONG-KIWOK,
DESPAUX, DUBIE, Mmes MANZI, DEDIEU, MM. CAYROLLE, Mme LORENTE,
MM. BRIULET, REBEILLE, BERDOS, Mme DUFAU, M. ESCOTS.

Absents excusés : Mmes MARCOU, ALVES, BADEE, MM. PIQUES, PICARD.

Procurations : Mme MARCOU à M. ANSO
Mme ALVES à M. SAYOUS
M. PIQUES à M. CASTETS.

Secrétaire de séance : Mme J. LORENTE

Date de convocation : 06 novembre 2017

Date d'affichage des délibérations : 24 novembre 2017

Monsieur le Maire ouvre la séance, et demande s'il y a des observations sur le compte rendu précédent. Pas d'observation.

Monsieur le Maire précise qu'il y aura une question écrite qui sera traitée en dernier point lors de ce Conseil Municipal.

Avant de rappeler l'ordre du jour monsieur le maire propose de rajouter deux points : le premier concerne les infractions sur le territoire communal et le second est une demande de subvention auprès de l'Europe pour le Pôle Santé. Le conseil municipal accepte à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

I – ADMINISTRATION GENERALE

- 1- SPA : Convention de délégation de service de fourrière animale
- 2- TOYOTA : autorisation d'ouverture portes ouvertes en 2018

II – FINANCES

- 1- Emprunt SDE : rénovation éclairage public route de Louey
- 2- Parlem : participation année scolaire 2017-2018
- 3- Budget Assainissement : admissions en non-valeur
- 4- Réhabilitation réseaux eaux usées : échancier proposé aux particuliers
- 5- Décisions Modificatives Budget M14 et Budget M4
- 6- Autorisation de mandatement en investissement avant vote des budgets 2018

III – URBANISME ENVIRONNEMENT

- 1 – Dénomination rue
- 2 - Convention de servitude avec Enedis : autorisation signature du maire pour parcelle AX 104
- 3- Validation du plan de désherbage et demande de subvention auprès de l'Agence Adour Garonne
- 4- Plan Local d'Urbanisme : projet d'Aménagement et de Développement Durable
- 5 - Rapport sur l'eau

IV – PERSONNEL

- 1- Ouverture de postes :
 - o 2 adjoints techniques
 - o 1 adjoint technique principal 2^{ème} classe
 - o 1 adjoint administratif
 - o 1 chef de service de police municipale
 - o 1 garde champêtre

V – QUESTIONS DIVERSES

VI - INFO DU MAIRE

INFRACTIONS SUR LE TERRITORE COMMUNAL

Monsieur le Maire propose de donner la possibilité à Monsieur VIGNES, Adjoint au Maire en charge de l'Administration Générale, de signer les dépôts de plainte au nom de la commune. Si la commune doit ester en justice, cela restera une prérogative du maire. Mais en cas d'absence de ce dernier, il est proposé de donner délégation de signature à monsieur VIGNES.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE :

- *D'autoriser monsieur Christian VIGNES à signer les dépôts de plainte au nom de la commune,*
- *D'autoriser monsieur le maire à signer tout document afférent à cette affaire.*

POLE SANTE : DEMANDE DE SUBVENTION LEADER ET MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT

Monsieur le maire donne la parole à madame LAFFONT, adjointe aux finances, qui présente le dossier.

Les travaux de construction du pôle santé sont engagés et leur finalisation est prévue en mars 2018 pour une ouverture en avril 2018.

Le plan de financement peut aujourd'hui être précisé au vu des subventions attribuées par l'Etat et le Département.

Il est proposé de solliciter le programme européen LEADER, en complément sur cette opération, selon le plan de financement suivant :

Etat (DETR 2017 - 21.32%):	181 841, 88 €
Département (AAT DT 2017):	50 000, 00 €
FCI :	180 000, 00 €
LEADER:	150 000, 00 €
Autofinancement:	<u>291 060, 20 €</u>

Coût total (HT) : 852 902, 08 €

Monsieur le Maire précise que cette demande s'inscrit dans le prolongement des différentes demandes de subventions déjà formulées, la dernière étant l'Europe, qui est la plus compliquée, la plus chronophage en termes de temps de dossier. Il faut faire preuve de la plus grande rigueur par rapport aux différents contrôles qu'il peut y avoir.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- *D'approuver le plan de financement tel qu'énoncé,*
- *De solliciter le programme LEADER à hauteur de 150 000 € dans ce cadre,*
- *D'autoriser le maire à signer tout document afférent à cette affaire.*

I – ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1 – SPA : Convention de délégation de service de fourrière animale

Monsieur le maire donne la parole à monsieur VIGNES, adjoint en charge de l'Administration Générale, qui présente le dossier et explique qu'il existe actuellement une convention entre la commune de Juillan et la SPA d'Azereix. Un changement de convention est envisagé pour diverses raisons. La convention de la SPA d'Ibos prévoit :

- L'organisation du ramassage, de l'hébergement, de la recherche des propriétaires et du devenir des animaux errants ou accidentés sur la voie publique.
- L'association s'engage à assurer une continuité de service de fourrière dans le strict respect de la législation en vigueur en matière de protection animale et de police sanitaire.

Monsieur VIGNES précise que, contrairement à la SPA d'Azereix, la SPA d'Ibos prévoit une permanence téléphonique et un service 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le délai d'intervention, le plus réduit possible, n'excède pas 3 heures de temps et la capture se fait par une personne qualifiée. En ce qui concerne la SPA d'Azereix, c'était le personnel des services techniques de la commune qui se chargeait de la capture des animaux. Cela implique une occupation des employés et des locaux, car les animaux étaient gardés aux ateliers municipaux jusqu'à l'arrivée du personnel de la SPA.

Monsieur le Maire rappelle que tout récemment, la commune a eu un souci avec un chien qui n'a pas été récupéré par la SPA d'Azereix.

Monsieur VILLACRES rajoute que la SPA d'Azereix ne donnait pas d'informations quant au devenir des animaux capturés.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE :

- ***D'approuver la convention de délégation de service de fourrière animale de la SPA d'Ibos ;***
- ***D'autoriser Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à cette affaire.***

2 – TOYOTA : autorisation d'ouverture portes ouvertes en 2018

Monsieur le Maire donne la parole à monsieur VIGNES, adjoint en charge de l'administration générale, qui présente le dossier.

TOYOTA FRANCE demande une autorisation d'ouverture pour les portes ouvertes 2018 :

- le dimanche 21 janvier 2018
- le dimanche 18 mars 2018
- le dimanche 17 juin 2018
- le dimanche 16 septembre 2018
- le dimanche 14 octobre 2018

Le conseil municipal, ouï l'exposé de monsieur l'adjoint et après en avoir délibéré, à l'unanimité, DECIDE :

- ***D'autoriser le garage TOYOTA à ouvrir 5 dimanches sur l'année 2018 :***
 - ***21 janvier***
 - ***18 mars***
 - ***17 juin***
 - ***16 septembre***
 - ***14 octobre***
- ***De charger monsieur le Maire de l'exécution de la présente décision.***

II – FINANCES

1- Emprunt SDE : rénovation éclairage public route de Louey

Monsieur le Maire donne la parole à madame LAFFONT, Adjointe aux finances, pour présenter le dossier.

Dans le cadre de l'opération enfouissement des lignes sur la route de Louey, le Syndicat Départemental d'Energie des Hautes-Pyrénées a proposé à la commune de la financer par emprunt.

Après participation du Syndicat qui s'élève à 225 000 € sur un montant de travaux HT de 527 200 €, la commune s'engage à garantir la somme de 302 200 € par un emprunt réalisé par le Syndicat Départemental d'Energie des Hautes-Pyrénées au taux de 1.40% sur 15 ans.

La commission finances a émis un avis favorable sur l'ensemble de ces propositions.

De 301 à 600 €.....	en 4 trimestres
De 601 à 800 €.....	en 6 trimestres
Au-delà de 801 €.....	en 8 trimestres

Monsieur le maire précise que, dans certaines circonstances, ce raccordement peut poser des difficultés de paiement à un certain nombre de familles. C'est pourquoi il a souhaité faire preuve de compréhension. C'est la raison pour laquelle le service administratif de l'assainissement a pris contact avec toutes les personnes pour leur demander si ce type d'échéancier leur conviendrait ou s'ils souhaitaient une adaptation, auquel cas, la commune traitera en fonction des soucis rencontrés, soit en proposant des dossiers CCAS, si nécessaire, soit d'une autre manière, qui sera envisagée au cas par cas.

Monsieur VILLACRES informe que certains abonnés n'ont pas répondu, ou ont déménagé. Beaucoup sont favorables au paiement en une ou deux fois, et quelques personnes ont choisi de payer en plusieurs fois.

Monsieur le maire rajoute que le coût est finalement moindre pour les habitants car la subvention n'étaient initialement que de 25% alors qu'elle atteint 60% au final grâce aux démarches que la municipalité avait entreprises auprès de l'Agence de l'Eau Adour Garonne,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- **D'approuver l'échéancier de financement établi par la commission finances du 30 octobre 2017 de 1 à 8 trimestres tel que défini ci-dessus,**
- **D'autoriser monsieur le maire à signer toute pièce relative à cette affaire.**

5- Décisions Modificatives Budget M14 et Budget M4

Monsieur le maire donne la parole à madame LAFFONT, adjointe aux finances, qui présente le dossier.

- Budget principal : M14 fonctionnement :

Au vu de l'état des dépenses et des recettes réalisées au 30 octobre le fonctionnement doit faire l'objet de réajustement sur certains articles :

En Dépenses :

• Chapitre 011 (charges à caractère général)		57 796
▪ Art. 60622 : Carburant	+ 3 924	
▪ Art. 60631 : Fournitures d'entretien	+ 2 800	
▪ Art. 615221 : Entretien bâtiments	+ 7 500	
▪ Art. 615231 : Entretien Voirie	+ 13 000	
▪ Art. 615231 : Entretien SDE	+ 15 000	
▪ Art. 61551 : Entretien Mat. Roulant	+ 9 300	
▪ Art. 6228 : Adhésion ADAC65	+ 6 272	

• Chapitre 012 (charges du personnel)		40 000
--	--	---------------

Pour faire face à des remplacements d'agents absents, deux agents et demi ont été nécessaires sur une période de 4 mois. A cela se rajoute une augmentation de la cotisation URSSAF sur les transports et le reclassement indiciaire de tous les agents titulaires.

▪ Art. 64131 : Salaires	+ 30 000
▪ Art. 6451 : Cotisations	+ 10 000

En Recettes :

• Chapitre 073 (impôts et taxes)		97 796
▪ Art. 73221 : Dotation de solidarité com.	+ 26 487	
▪ Art. 7328 : Fonds de péréquation inter.	+ 71 309	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, DECIDE,

- **En dépenses, d'approuver à la majorité des membres présents moins cinq abstentions (REBEILLE, BRIULET, ESCOTS, DUFFAU, BERDOS) les modifications telles que présentées**

• Chapitre 011 (charges à caractère général) :	57 796 €
○ Art. 60622 :	3 924
○ Art. 60631 :	2 800
○ Art. 615221 :	7 500
○ Art. 615231 :	13 000
○ Art. 615231 :	15 000

- Art. 61551 : 9 300
- Art. 6228 : 6 272
- **Chapitre 012 (charges du personnel) :** 40 000 €
- Art. 6413 : 30 000
- Art. 6451 : 10 000

- **En Recettes, d'approuver à l'unanimité, la modification telle que présentée**

- **Chapitre 073 (impôts et taxes) 97 796 €**
- Art. 73221 : 26 487
- Art. 7328 : 71 309

- **D'autoriser monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à l'application de cette décision.**

- Budget principal : M14 investissement :

En Dépenses :

L'opération 12 « voirie » n'est pas suffisamment budgétisée au vu des travaux engagés et déjà effectués. Une délibération modificative du budget est nécessaire.

La commission finances du 30 octobre dernier propose d'utiliser les crédits prévus à l'opération 11 « bâtiments » sur la ligne création salles/tribunes pour un montant de 60 000 €.

- Article 2313 PI 11 F 412 : - 60 000
- Article 2315 PI 12 F 824 : + 60 000

Le conseil municipal, à la majorité des membres présents moins cinq abstentions (REBEILLE, BRIULET, ESCOTS, DUFFAU, BERDOS) DECIDE,

- **D'approuver la modification telle que présentée :**
 - **En Dépenses :**
 - Article 2313 PI 11 F 412 : - 60 000 €
 - Article 2315 PI 12 F 824 : + 60 000 €
- **D'autoriser monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à l'application de cette décision.**

- Budget pôle santé (M4 fonctionnement)

L'emprunt contracté auprès de la banque populaire a fait l'objet de frais de dossiers payés au chapitre 011 pour un montant de 500 €. Il n'a pas été prévu de montant à ce chapitre lors du vote du budget.

Afin de régulariser cette opération, il est nécessaire de prendre une délibération modificative du budget en diminuant le chapitre 67 « charges exceptionnelles » et en augmentant le chapitre 011 « charges à caractère général »

En Dépenses :

- Chapitre 011 (charges à caractère général) article 627 + 500
- Chapitre 67 « charges exceptionnelles » article 6718 - 500

Le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- **D'approuver la modification telle que présentée :**
 - **En Dépenses :**
 - Chapitre 011 : 500 €
 - Chapitre 67 : 500 €
- **D'autoriser monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à l'application de cette décision.**

6- Autorisation de mandatement en investissement avant vote des budgets 2018

Madame LAFFONT, Adjointe aux finances, présente le dossier. Elle explique à l'assemblée que, depuis l'année 2010, il y a obligation pour le conseil municipal d'autoriser le Maire à effectuer des opérations de paiement en investissement jusqu'à l'adoption des budgets communaux : M14 M49 M41 et M4.

Il est préférable de délibérer avant fin décembre afin de ne pas freiner le paiement des entreprises.

L'autorisation porte sur le quart du montant des investissements votés au budget précédant avec précision d'affectation par opération en budget M 14 et par chapitre en budget M 4.

Il est proposé la répartition suivante :

- Budget M14 :

- Programme 11 :	Bâtiments	100 000 €
- Programme 12 :	Voirie	100 000 €
- Programme 13 :	Terrains	5 000 €
- Programme 14 :	Matériel	85 000 €
- Programme 15 :	Eclairage public	60 000 €
- Programme 17 :	Enfouissement des lignes	125 000 €
- Programme 18 :	Maison Bidaü	0 €
- Programme 19 :	PVR	0 €
- Programme 20 :	Ateliers	0 €
- Programme 21 :	Projet accueil enfants	0 €
- Programme 22 :	Equipements urbains	40 000 €
- Programme 23 :	Etude Urbaine et Paysagère	510 000 €

Soit un total de pour 2018 : 1 025 000 € pour un montant budgétisé en 2017 de 4 314 081.57 €.

- Budget M49 assainissement :

- Montant investissement voté 2017 : 1 139 541 €
- Ouverture de crédit 2018 :
 - o chapitre 23 : Constructions : 284 885 €

- Budget M4 pôle santé:

- Montant investissement voté 2017 : 987 621 €
- Ouverture de crédit 2018 :
 - o chapitre 23 : Constructions : 246 905 €

Monsieur ESCOT pose la question de savoir ce que comprend le programme 23 « Etude Urbaine et Paysagère », s'il s'agit d'une étude précise.

Monsieur le maire et Madame LAFFONT répondent que non, ce n'est pas un projet identifié actuellement, c'est une ouverture de crédits correspondant à un pourcentage de l'année précédente, dans le cas où il y aurait besoin de fonds en début d'année.

Après délibération, à l'unanimité, le conseil municipal DECIDE,

- **d'autoriser monsieur le maire à mandater en 2018, des dépenses avec affectation des crédits ouverts pour chaque budget tels que présentés,**
- **de charger monsieur le maire de l'exécution de la présente décision.**

III - URBANISME – ENVIRONNEMENT

1- Dénomination rue

Monsieur le maire donne la parole à monsieur VILLACRES, adjoint en charge de l'urbanisme. Monsieur l'Adjoint informe le conseil municipal que le chemin emprunté régulièrement pour accéder à la déchetterie n'a pas de dénomination.

Monsieur VILLACRES rappelle qu'il y a quelque temps, il y a eu un accident à cet endroit-là. Les pompiers ont mis beaucoup de temps à arriver, le GPS ne localisait pas le lieu.

Il est proposé d'attribuer à ce chemin le nom de « **Chemin Théophile Vidale** ».

Monsieur le maire précise que Théophile VIDALE est un ancien maire de la commune, et demande s'il y a des personnes qui ont d'autres propositions de nom. Aucun autre choix n'est formulé.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- **D'approuver la dénomination de la voie desservant la déchetterie « Chemin Théophile Vidale »,**
- **De charger monsieur le maire des formalités relatives à cette décision.**

2- Convention de servitude avec Enedis : autorisation signature du maire pour parcelle AX 104

Monsieur le maire donne la parole à monsieur VILLACRES, adjoint au maire, qui présente le dossier. Une convention de servitude entre ERDF (actuellement ENEDIS) et la commune de Juillan et concernant la parcelle cadastrée AX 104 appartenant à la commune, a été signée le 21 décembre 2015.

Afin de régulariser cette situation et procéder à la signature de l'acte authentique, il est obligatoire de produire une délibération spéciale du conseil municipal autorisant le maire à signer cette convention ; la délibération générale prise lors de l'installation du maire dans ses fonctions étant insuffisante.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- *D'autoriser monsieur le maire à signer la convention de servitude entre ENEDIS et la commune, concernant la parcelle cadastrée AX 104.*
- *De charger monsieur le maire de toutes les formalités relatives à cette affaire.*

3- Validation du plan de désherbage et demande de subvention auprès de l'Agence Adour Garonne

Monsieur le maire donne la parole à monsieur VILLACRES, adjoint en charge de l'urbanisme, qui présente le dossier. Il indique que pour la mise en œuvre du passage au Zéro-pesticide, il a été décidé de réaliser une étude appelée *plan de désherbage communal*.

Deux options étaient envisagées, la première était de confier l'étude à un prestataire, la seconde consistait à réaliser cette étude en régie afin d'impliquer l'ensemble des agents dans la démarche. Le choix s'est porté sur la seconde option.

Le début de la réflexion a commencé en octobre 2015 ; début 2016 un test in situ a été réalisé pour évaluer l'impact qualitatif sur la population et quantifier les besoins en personnel sur le terrain.

En octobre 2016, le plan de désherbage était réalisé et le besoin en matériel et personnel était quantifié afin d'être intégré au budget communal.

Une première demande de subvention a été adressée à l'agence de l'eau Adour-Garonne le 9 février 2017, le 17 février 2017 la commune a été autorisée à engager la démarche et pouvoir investir dans les matériels.

Cette délibération est destinée à solliciter une subvention auprès de l'agence de l'eau Adour-Garonne pour les matériels et prestations suivantes :

- Achat d'une balayeuse-désherbeuse d'un montant de 135 650,00 Euros
- Achat d'un broyeur de branche d'un montant de 11 190,00 Euros
- Aide financière sur l'étude en régie quantifiée à 4 920,09 Euros.

Le plan de désherbage (avec les différentes techniques utilisées et le matériel possédé par la commune en annexe) est à disposition du conseil municipal.

Monsieur le maire tient à saluer Monsieur Jean-Michel MAILLARD, Directeur des Services Techniques, pour le travail remarquable effectué.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, DECIDE,

- *D'approuver le plan de désherbage communal proposé par les Services Techniques de la commune,*
- *De solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Adour Garonne sur la base d'achat de la balayeuse-désherbeuse, du broyeur de branches et au titre de l'étude pour la réalisation du plan de désherbage ;*
- *D'autoriser monsieur le maire à signer tout document relatif à cette affaire.*

3 - Plan Local d'Urbanisme : projet d'Aménagement et de Développement Durable

Monsieur le maire donne la parole à Monsieur VILLACRES, adjoint au Maire, qui présente le dossier. Il explique que monsieur ALLARD, chef de projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, est venu présenter au conseil Municipal le projet de Plan d'Aménagement et Développement Durable.

- Par délibération du 18 décembre 2014, la Communauté de Communes du Canton d'Ossun s'est engagée dans l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)
- Au 1^{er} janvier 2017, la Communauté de Communes du Canton d'Ossun a fusionné avec la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes et les communautés de communes du Pays de Lourdes, de Bigorre-Adour-Echez, de Gespe-Adour-Alaric, de Batsurguère et du Montaigu pour former la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.
- Comme le prévoit l'article L.153-9 du Code de l'Urbanisme, la communauté d'agglomération a décidé de poursuivre l'élaboration du PLUi sur le périmètre de l'ancienne Communauté de Communes du Canton d'Ossun.

L'article L 151-2 du code de l'urbanisme dispose que les PLU comportent un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Selon l'article L 151-5 du code de l'urbanisme, ce PADD définit :

- Les orientations générales d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et de loisirs, retenus pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.
- Les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Conformément à l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises d'Urbanisme.

Monsieur le maire expose alors le projet de PADD qui est exprimé à partir d'un ensemble d'orientations générales organisées en quatre grands axes stratégiques :

- Axe 1 : le Paysage et l'Eau, composantes majeures du projet d'aménagement et acteurs de la qualité de vie du territoire.
 - Axe 2 : valoriser le rôle d'interface du territoire
 - Axe 3 : poursuivre et accompagner le développement d'une économie basée sur l'aéronautique, le tertiaire et l'agriculture.
 - Axe 4 : concilier développement projeté, cadre de vie et ressources à préserver.
- Après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert, il n'y a pas d'avis sur ce projet.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de monsieur VILLACRES :

- *A débattu des orientations générales du PADD ;*
- *A formalisé ce débat par la présente délibération, à laquelle est annexé le projet de PADD.*

La délibération sera transmise à Madame la Préfète et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

4 - Rapport sur l'eau

Monsieur VILLACRES, adjoint en charge de l'urbanisme, présente le rapport. Il précise que ce dernier porte sur l'année N-1, donc sur l'exercice 2016.

Le rapport s'intitule « Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable ».

Le premier point, le prix, baisse très légèrement, de 4 centimes par mètres cube. En ce qui concerne la qualité de l'eau, sur 2016, la totalité des contrôles effectués ont été conformes. Par rapport à l'année précédente, au niveau des turbidités, la commune a eu beaucoup moins d'épisodes d'eau trouble. Ce résultat s'explique par le fait que d'une part, la commune a mis en place des aménagements qui ont permis de limiter ces épisodes, et que d'autre part, nous sommes dans une période de basses eaux, et que la turbidité s'aggrave lors de pluies importantes.

Monsieur VILLACRES explique que la source située à Arrodetts, lorsqu'elle subit des variations à la hausse, se charge plus facilement en dépôt - cette année, nous y avons moins été confrontés - et que tout un processus de

détection de la turbidité est suivi par un arrêt de pompage de la source, pour s'approvisionner à Bagnères-de-Bigorre. Cela se traduit clairement, car en 2016, la commune a acheté moins d'eau au syndicat car il y a eu moins d'épisodes turbides.

Le rendement est légèrement inférieur à l'année précédente, notamment à cause d'utilisation de l'eau à des fins techniques, comme sur les branchements.

Monsieur REBEILLÉ fait remarquer que les eaux de services sont comptabilisées et, qu'il s'agit plutôt des pertes dans le réseau.

Monsieur le maire répond que, sur un lieu de branchements, à ESCOUBES, il y a eu des difficultés et donc quelques pertes inhérentes à ces branchements-là.

Monsieur REBEILLÉ demande si les chiffres de performances de Véolia sont bons par rapport au contrat passé.

Monsieur VILLACRES répond que les chiffres sont corrects, 78,1% de rendement.

Monsieur REBEILLÉ réplique que le rendement s'était amélioré et qu'actuellement, on observe une dégradation du rendement du réseau.

Monsieur VILLACRES précise que, en contrepartie, il y a du renouvellement, et que la sectorisation, qui est en train de se mettre en place, va permettre de limiter ces pertes. Par rapport à 2015, la commune est stable, puisque sur l'année 2016, il y a eu 1,7 % de perte de rendement, sachant que la sectorisation n'était pas encore effective.

Le conseil municipal, ouï l'exposé de monsieur l'adjoint et prend acte.

IV - PERSONNEL

1- Ouverture de postes :

○ Création de deux postes d'Adjoints Techniques

Monsieur le maire donne la parole à monsieur CASTETS, adjoint en charge du personnel, qui présente le dossier. Il explique que la commission du personnel du 6 novembre 2017 a approuvé la création de deux postes d'Adjoint Technique à temps complet afin de compenser les départs à la retraite dans ce service.

Une délibération ouvrant ces deux postes est nécessaire. Les nominations peuvent se faire à compter du 1^{er} janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- De créer deux postes d'Adjoint Technique à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2018***
- D'autoriser monsieur le maire à accomplir les démarches nécessaires à cette affaire.***

○ Création d'un poste d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe

Monsieur le maire donne la parole à monsieur CASTETS, adjoint en charge du personnel, qui présente le dossier. Il explique que la commission du personnel du 6 novembre 2017 a approuvé la création d'un poste d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe à temps complet. En effet, un agent encadrant les équipes du service technique peut prétendre à l'avancement de grade à l'ancienneté.

Une délibération ouvrant ce poste est nécessaire. Les nominations peuvent se faire à compter du 1^{er} janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- De créer un poste d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2018***
- D'autoriser monsieur le maire à accomplir les démarches nécessaires à cette affaire.***

○ Création d'un poste d'Adjoint Administratif

Monsieur le maire donne la parole à monsieur CASTETS, adjoint en charge du personnel, qui présente le dossier. Il explique que la commission du personnel du 6 novembre 2017 a approuvé la création d'un poste d'Adjoint Administratif à temps complet afin de compenser le départ à la retraite d'un agent au service administratif de la Mairie.

Une délibération ouvrant ce poste est nécessaire. La nomination peut se faire à compter du 1^{er} janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- *De créer un poste d'Adjoint Administratif à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2018,*
- *D'autoriser monsieur le maire à accomplir les démarches nécessaires à cette affaire.*

○ Création poste de Chef de Police Municipale

Monsieur le maire donne la parole à monsieur CASTETS, adjoint en charge du personnel, qui présente le dossier. Il explique que la commission du personnel du 6 novembre 2017 a approuvé la possibilité d'avancement de grade de certains agents.

Un Brigadier-Chef Principal, dans le cadre de la promotion interne (avis favorable de la CAP du 17 octobre dernier) peut prétendre à l'avancement de grade de Chef de Police Municipale à temps complet. Une délibération ouvrant ce poste est nécessaire. Cette nomination peut se faire à compter du 1^{er} janvier 2018. Le grade de Brigadier-Chef-Principal sera supprimé dès la nomination de cet agent.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- *De créer un poste de Chef de Police Municipale à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2018*
- *De supprimer le poste de Brigadier- Chef Principal dès la nomination*
- *D'autoriser monsieur le maire à accomplir les démarches nécessaires à cette affaire.*

○ Création d'un poste de Garde Champêtre

Monsieur le maire donne la parole à monsieur CASTETS, adjoint en charge du personnel, qui présente le dossier. Il explique que la commission du personnel du 6 novembre 2017 a approuvé la création d'un poste de Garde Champêtre afin d'assister le travail de la Police Municipale.

Une délibération ouvrant ce poste est nécessaire. La nomination peut se faire à compter du 1^{er} janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- *De créer un poste de Garde Champêtre à temps complet à compter du 1^{er} janvier 2018*
- *D'autoriser monsieur le maire à accomplir les démarches nécessaires à cette affaire.*

2- MNT : contrat labélisé prévoyance

Monsieur le maire donne la parole à monsieur CASTETS, adjoint en charge du personnel, qui présente le dossier.

La commission du personnel du 6 novembre 2017 a proposé la participation de la commune dans le domaine de la prévoyance, car le contrat collectif actuel, bien qu'intéressant, ne satisfait pas tous les agents.

Afin de palier à ces difficultés, la mutuelle propose de modifier le contrat collectif en contrat labellisé, qui permet des garanties au choix de l'agent avec pour conséquence un abaissement du taux de cotisation salarial.

Pour cela, une participation employeur à hauteur de **5 € minimum par agent** est obligatoire.

La commission du personnel a émis un avis favorable pour une participation de 5€ par agent.

Considérant l'intérêt de prendre en compte la protection sociale complémentaire des agents communaux via la procédure de viabilisation.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ;

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DECIDE,

- ***de participer à compter du 1^{er} janvier 2018, dans le cadre de la procédure dite de labellisation, à la garantie prévoyance maintien de salaire - santé souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents,***
- ***de verser une participation mensuelle de 5 € à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie prévoyance labellisée,***
- ***d'autoriser monsieur le maire à signer toutes pièces utiles à l'exécution de la présente décision.***

III – QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire expose une question reçue par mail.

« La grande agglomération est effective depuis un an. Il avait été assuré aux Juillanais par nos représentants qu'intégrer cette entité n'aurait « aucun impact » sur nos impôts car il serait appliqué une hausse(ou baisse) graduelle sur 5 ans afin d'équilibrer en douceur les différents taux d'imposition.

Or L'augmentation brutale de 225 % pour les juillanais de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), collectée par le biais de la taxe foncière, est fixée par l'intercommunalité. Le SYMAT justifie cette situation unique dans l'intercommunalité par « la disparition d'un avantage » de 2016 .

Pourquoi pas ? Mais pourquoi nous punir en augmentant d'un coup (sur une base de cotisation de 1477 Euros) de 76% par rapport à 2015 alors que les autres communes hors canton d'Ossun n'ont pas subi de hausse alors qu'ils ont les mêmes contraintes de transports de déchets ménagers dans le Tarn et Garonne, l'absence d'incinérateur...On nous parle de TEOMI(taxe incitative).

Pourquoi pas ?

Cela n'explique pas le traitement actuel qui est fait aux habitants du Canton d'OSSUN et de Juillan par rapport à d'autres cantons et communes du département dont le coût réel de traitement de déchets est supérieur mais ne subissent aucune augmentation ?

Par rapport à cette situation les juillanais aimeraient savoir comment nos deux représentants dans les instances décideuses de la Grande aggro ont défendu les intérêts des juillanais au SYMAT ou au SMTD ? »

Réponse de monsieur le maire :

Le Laïus envoyé est déroutant car vous mettez en cause la grande agglomération et vous nous demandez de défendre nos intérêts auprès du SYMAT et du SMTD. Avouez que c'est fort surprenant ! Mais permettez-moi tout d'abord de m'étonner de l'intérêt de l'opposition pour les bourses juillanaises, et en particulier vous, messieurs et madame de la liste de Monsieur Rébeillé, qui souhaitiez, en cas de verdict des urnes favorable, continuer à augmenter de 1% par an les impôts locaux des juillanais ! Mais peut-être ces augmentations-là étaient-elles « acceptables ».

J'ai du mal ensuite à suivre la cohérence de monsieur Rébeillé qui, en tant que conseiller communautaire, a une première fois sanctionné les juillanais en votant pour plafonner la seule population de Juillan à 2500 habitants, faisant perdre à la commune des milliers d'euros qui pourraient profiter aujourd'hui à tous jeunes et anciens ! Puis a punis une seconde fois l'an dernier, en ne votant pas la délibération sur la TEOM que je proposais à la CCCO de prendre en charge 100% de la TEOM (à la TGAP près) de nos concitoyens au lieu du cadeau fait de 65%. Il eut été préférable de sacrifier à l'aphorisme popularisé par Jean de la fontaine « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Il a, par ce choix égoïste et idéologique, privé les juillanais de plusieurs dizaines d'euros.

Madame, Messieurs de l'opposition, vous pensez certainement avoir trouvé une faille avec la TEOM et votre récurrence obsessionnelle digne du Boléro de Ravel à ronger cet os jusqu'à la moelle dénote une méconnaissance profonde du sujet. De plus votre rhétorique liminaire laisse apparaître des lacunes étonnantes pour un ancien conseiller communautaire, aussi expérimenté dans la gestion publique que vous êtes, Monsieur Rébeillé.

Je vous rappelle que la décharge de Bénac a fermé le 31 décembre 2015 et qu'avant cette date, un certain nombre de communes bénéficiait d'exonérations de TEOM, certaines partielles, d'autres totales comme Bénac par exemple, du fait des nuisances occasionnées par la proximité du centre d'enfouissement. En 2016 le produit global appelé a donc été fortement augmenté, ces exonérations ayant disparu. Et c'est cette fameuse solidarité communautaire de l'ex-CCCO que vous appeliez de vos vœux en 2015 et 2016 qui s'applique aujourd'hui, car, et c'est vous qui l'avez voté Monsieur Rébeillé, mais peut-être l'avez-vous oublié, nous sommes sous le coup de la délibération de zonage.

Nous y serons d'ailleurs au moins jusqu'en 2019 puisqu'une décision de changement doit intervenir avant les 15 octobre de l'année n-1. Or aucune commune du canton d'Ossun n'a demandé cette année à mettre à l'ordre du jour du conseil communautaire cette délibération. Serait-ce qu'elles y trouveraient un intérêt ?

Le budget établi cette année pour le secteur de l'ex CCCO s'établit à environ 1 641 000 €. Pour recouvrer cette somme la technique utilisée est la même que celle des années précédentes à savoir calculer la Base sur le secteur et diviser le budget par la base pour fixer le taux de TEOM.

Au passage je rappelle que nous payons aujourd'hui le prestataire sur la base du contrat signé par le président de l'ex-CCCO et que nous savions pertinemment qu'il y aurait une augmentation, mais, là aussi Monsieur Rébeillé, votre mémoire semble défaillante, à moins que ce ne soit de la mauvaise foi. Ce contrat, satisfaisant ou pas, nous nous devons de l'honorer jusqu'à son expiration au 31 décembre 2017.

Voici un rappel des modalités de définition des contributions au SYMAT au travers de la TEOM (ou de la REOM), contributions collectées par la CA TLP et reversées au Syndicat:

- lors de l'élaboration de son BP 2017 le SYMAT a établi autant de budgets élémentaires que de territoires désormais réunis au sein de la CA TLP soit un budget SYMAT « historique » décliné en 3 sous-ensembles (Tarbes collecté en prestations de service VEOLIA, périphérie en régie, communes de l'ex canton de Pouyastruc en régie) et 6 budgets relatifs à BAZET+GAYAN, les ex CCCO, CC GAA, CC PL, Montaigu et Batsurguère qui avaient pour particularité de **ne comporter aucun résultat reporté**,
- les contributions globales nécessaires à l'équilibre des budgets élémentaires ont été **notifiées par le SYMAT à la CA TLP puis ont été réparties par cette dernière selon des modalités comparables aux dispositions antérieures**.

La contribution du territoire de l'ex CCCO :

- selon les informations collectées par le SYMAT le financement du service de collecte des OM a mobilisé 1 387 589.49 € en 2016 soit 493 775.69 € apportés par la TEOM et 893 862 € par le budget général,
- du fait de l'évolution des tonnages et de la nécessaire prise en compte des amortissements la contribution aurait dû progresser d'un peu plus de 8 % et avoisiner 1 502 000 €,
- Après discussion, et notamment avec nos élus à TLP, le Comité Syndical du SYMAT a décidé de **plafonner la contribution 2017 à 1 400 000 €** en mobilisant 102 000 € sur le résultat cumulé du périmètre au 31/12/2016,
- le **coût du service** ramené à la population totale INSEE se situe du fait du plafonnement à 105.41 € /hab alors qu'il aurait dû être de 113.08 €/hab **soit un niveau comparable à celui prévu sur la périphérie tarbaise** (112.56 €/hab).

Confrontation avec les territoires voisins :

- **le taux moyen de TEOM sur le territoire** de 12.07 % (résultante d'un taux de 12.10 % sur une majorité de communes en porte à porte et d'un taux réduit à 9.32 % sur Averan et Barry qui sont en apport volontaire), **se situe effectivement au-dessus du taux de 10.95 % retenu sur les communes de la périphérie tarbaise** relevant de la TEOM incitative non effective.
- si en regard du coût moindre du service ce constat peut surprendre a priori, **l'écart est expliqué par le niveau moindre des bases** (874 €/hab sur le territoire de l'ex CCCO contre 1043 €/hab sur la périphérie).

Vous le voyez Madame et messieurs les conseillers de l'opposition, nous avons obtenus 100 000 euros de remise sur le budget prévisionnel. Vous avez peut-être des solutions pour obtenir plus et dans ce cas nous sommes à votre écoute.

Certes nous ne faisons pas de bruit mais nous travaillons comme nous avons pu le faire pour la réouverture de la Bretelle de la 2x2 voies qui est désormais effective. Nous travaillons notamment à changer ce mode de calcul de TEOM qui est profondément injuste mais qui semble vous avoir convenu pendant des années lorsque vous étiez aux responsabilités Monsieur Rebeille. Peut-être manquiez-vous alors d'inspiration...

IV – INFOS DU MAIRE

Monsieur le maire informe le Conseil Municipal que la commune a eu un retour de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne concernant la prime à l'épuration. Le montant maximal pouvant être attribué était de 23 829 € et la commune a obtenu 23 829 € grâce à un très bon rendement épuratoire.

Monsieur le maire tient à féliciter publiquement les agents du service assainissement pour cet excellent travail.

La séance est levée à 21H44